



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 9 décembre 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29 octobre 2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Rocamat

84 rue Charles Michels
93200 Saint-Denis

Références : 2025 1399 Ubd 16-86 ENV86
Code AIOT : 0007201624

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2025 dans l'établissement Rocamat implanté lieu-dit « Bonnillet » 86360 Chasseneuil-du-Poitou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Rocamat
- Lieu-dit « Bonnillet » 86360 Chasseneuil-du-Poitou
- Code AIOT : 0007201624
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière souterraine de Bonnillet exploite un gisement calcaire pour la pierre ornementale. L'objet de la présente inspection était de vérifier le respect des conditions d'exploitation fixées par l'arrêté d'autorisation du 24 juillet 2003.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Modification des conditions d'exploitation	Code de l'environnement, article R181-46	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité extraite	Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 1.1	Sans objet
2	Limites d'extraction	Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 1.2	Sans objet
3	Stabilité des galeries	Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 1.3.2	Sans objet
5	Registre et plans	Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 2.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les prescriptions contrôlées le jour de la visite d'inspection (cf. points de contrôle n°1,2,3 et 5).

Des éléments complémentaires devront être transmis sur les thématiques de la prévention de la pollution des eaux (point de contrôle n°4) et sur les modifications des conditions d'exploitation (point de contrôle n°6).

L'exploitant devra notamment transmettre à l'inspection des installations classées toutes les informations techniques sur l'ouvrage de franchissement d'une zone faillée jusque-là inaccessible et permettant désormais d'exploiter la partie nord de la carrière souterraine dont l'emprise a été autorisée par l'arrêté du 24 juillet 2003.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité extraite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Caractéristiques de l'autorisation
Prescription contrôlée : Capacité annuelle maximale de 7 000 t/an
Constats : Au vu de la déclaration GEREP, la production de l'année respecte la production maximale autorisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Limites d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Caractéristiques de l'autorisation
Prescription contrôlée : Cote minimale du plancher (69,17 m), épaisseur maximale d'extraction (10 m).
Constats : Au vu du plan d'exploitation (mis à jour en octobre 2025), la cote minimale du plancher n'est pas atteinte sur la zone en exploitation et l'épaisseur d'extraction est inférieure à 10 m sur la zone en exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Stabilité des galeries

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 1.3.2
Thème(s) : Situation administrative, Caractéristiques de l'autorisation
Prescription contrôlée : Dimensions minimum des piliers (sur les flancs : 7 x 9,2 m / sous le plateau : 7 x 14 m) ; dimensions maximum des galeries (Largeur : 8 m / Hauteur : 10 m) ; épaisseur minimale du toit (10 m)
Constats : L'inspection s'est rendue avec l'exploitant dans la zone de travaux actuelle, à l'ouest de l'emprise autorisée, où il s'agit d'extraire des bancs en pieds de galerie. Le pilier J13 sous le plateau a ainsi été mesuré à 14,5 m de long et 8 m de large. La galerie attenante a une largeur inférieure à 8 m et une hauteur inférieure à 10 m. Au vu du plan d'exploitation, et en particulier des cotes altimétriques du terrain naturel, du plancher et de la hauteur maximale des galeries, le toit de la carrière conserve en tous points de la zone exploitée une épaisseur supérieure à 10 m.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques de l'autorisation
Prescription contrôlée : <i>« [...] Les vidanges et le petit entretien des véhicules sera fait sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche pour permettre la récupération des eaux ou des liquides résiduels. [...] Un piézomètre devra être implanté en aval hydraulique du site afin d'y</i>

analyser au moins une fois par an la qualité des eaux de la nappe touchée par l'exploitation (pH, conductivité, hydrocarbures totaux. »

Constats :

Conformément à l'arrêté du 24 juillet 2003, le site dispose sur le carreau, au niveau du parc des blocs comme prévu par l'arrêté, d'une aire bétonnée où sont pratiqués les vidanges et le petit entretien du matériel, les grosses réparations étant externalisées. Cette aire n'est pas entourée par un caniveau et n'est pas reliée à un point bas étanche pour permettre la récupération des eaux ou des liquides résiduels.

L'analyse annuelle des eaux depuis le piézomètre situé en aval de la carrière a été réalisée mais l'exploitant n'avait pas reçu le rapport au jour de la visite.

La question se pose du maintien en l'état de cette analyse dès lors qu'un point d'eau s'est formé en un point bas de la carrière. Le plancher n'étant pas totalement imperméable, les eaux internes à la carrière qui ont pu avoir été au contact d'hydrocarbures s'infiltrent progressivement dans la nappe sous-jacente. L'exploitant a suggéré d'intégrer à l'arrêté d'autorisation, en remplacement de l'analyse annuelle à partir du piézomètre, une prescription visant à réaliser une analyse annuelle de l'eau stagnant dans la carrière. L'inspection considère cependant que l'analyse des eaux du piézomètre située en aval de la carrière est suffisante pour détecter une éventuelle pollution aux hydrocarbures émanant des activités de la carrière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport sur l'analyse annuelle des eaux souterraines.

L'exploitant justifiera :

- de l'étanchéité de l'aire bétonnée ;
- du non-respect de la mise en place du caniveau relié à un point bas étanche pour permettre la récupération des eaux ou des liquides résiduels.

Il démontrera que les mesures mises en place ne sont pas de nature à présenter des dangers ou des inconvénients aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Le cas échéant, l'exploitant pourra solliciter une modification des conditions d'exploitation sur la base de l'article du R.181-46 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Registre et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/07/2003, article 2.6

Thème(s) : Situation administrative, Caractéristiques de l'autorisation

Prescription contrôlée :

« *Un plan d'échelle adaptée à la superficie de la carrière est établi. Sur ce plan sont reportés :*

- *les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m ;*
- *les bords de la fouille ;*
- *les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;*
- *les zones remises en état ;*
- *la position des ouvrages visés à l'article 2.7.2 ci-dessous et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu des réglementations spéciales.*

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. »

Constats :

Le plan d'exploitation contient toutes les informations prescrites par l'article 2.6 de l'arrêté

d'autorisation du 24 juillet 2003.

L'exploitant a modifié le plan d'exploitation pour tenir compte des observations formulées par l'inspection lors de la précédente visite du site en date du 22 janvier 2024. Il y a ainsi reporté des cotes du terrain naturel sur les zones exploitées permettant de vérifier l'épaisseur toit/surface sur le plan d'exploitation. Les cotes d'altitude indiquées permettent aussi de distinguer la zone « plateau » (115 à 120 m NGF) et la zone « flancs » (70 à 115 m NGF), mentionnées dans l'arrêté préfectoral.

Il y a également indiqué la localisation du piézomètre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R181-46

Thème : Situation administrative

Prescription contrôlée :

« [...] II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. [...] »

Constats :

Dans le cadre de la préparation de la visite d'inspection, l'exploitant a porté à la connaissance de l'inspection le 9 octobre 2025 la fin de la réalisation d'un ouvrage de franchissement d'une zone faillée (karst) qui empêchait jusque-là l'accès à la zone nord de la carrière (cf. plan en annexe).

Or, cette information n'a pas été communiquée à l'inspection avant sa réalisation, conformément à l'article R181-46 du code de l'environnement. Pourtant, l'aménagement réalisé n'est pas explicitement prévu par l'arrêté d'autorisation du 24 juillet 2003.

L'exploitant a transmis des rapports de suivi des travaux établis par le cabinet ANTEA ayant réalisé l'étude géotechnique (visites des 20/09, 26/09 et 02/10/2025). Les travaux ont consisté dans le creusement d'une galerie de 18 m de long, pour une hauteur de 4 m et une largeur de 5 m, renforcée avec 18 portiques de soutènement.

Le jour de la visite, l'ouvrage était quasiment terminé, restant des grillages pare-blocs à poser en toit de galerie destinés à sécuriser trois zones ponctuelles argileuses identifiées lors du creusement. Le bureau ANTEA avait conclu dans son rapport du 2 octobre 2025 à l'absence de contre-indications à la reprise de l'exploitation au-delà du dernier portique, « sous réserve d'un contrôle visuel de la fissuration secondaire [apparaissant en toit de galerie] et de sa disparition progressive au niveau du parement ouest de la galerie ». Le jour de la visite, la découpe des premiers blocs d'extraction avait ainsi commencé en aval de l'ouvrage, et l'exploitant a confirmé leur mauvaise qualité due à cette fissuration secondaire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Nonobstant les informations déjà communiquées à l'inspection concernant l'ouvrage de franchissement de la zone faillée, l'exploitant transmettra à l'inspection dans un délai d'un mois un porter-à-connaissance (PAC) comprenant tous les documents en sa possession de la conception

du projet à la réception finale des travaux, avec les justificatifs de la pose de grillages anti-blocs en toit de galerie.

Ce PAC définira également les mesures prises pour sécuriser la galerie en aval de l'ouvrage de franchissement, notamment les mesures de suivi de la fissuration secondaire telles que préconisées par le bureau d'études ayant réalisé l'étude géotechnique et le suivi des travaux de l'ouvrage de franchissement.

L'exploitant proposera toutes les mesures de suivi à mettre en place, et non spécifiquement les mesures de suivi de la fissuration secondaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

Annexe : plan de la carrière et zone faillée (karst)

